

# Sécurité maritime: gens de mer, niveau minimal de formation

1993/0517(SYN) - 16/02/1994

La commission des transports et du tourisme a adopté le rapport de M. SARLIS (Gr., PPE) sur la proposition de la Commission européenne. Mais, estimant que le texte du rapporteur donnerait lieu à une régionalisation, une majorité de la commission a rejeté la plupart de ses amendements. La majorité des membres de la commission a obtenu le soutien du représentant de la Commission européenne, qui leur a indiqué que l'adoption des amendements de M. Sarlis nuirait gravement à la directive. Néanmoins, la commission des transports et du tourisme et la Commission européenne sont tombées d'accord sur un point: il faut améliorer la formation des bateliers dans la Communauté. M. VAN DER WAAL (NL, n.i.) a déclaré: "Je suis contre les amendements de M. Sarlis, parce qu'ils supposent des conditions moins strictes pour les bateliers de la Communauté et des conditions moins bonnes pour les bateliers des pays non membres de la Communauté. Cela ne nous mène nulle part". Et la commission a souligné que, sur un navire communautaire, l'équipage devrait avoir au moins une langue en commun. Le représentant de la Commission européenne a fait savoir aux membres de la commission des transports et du tourisme que la Commission européenne est contre une directive entraînant la régionalisation. Les circonstances dans le Sud de la Communauté peuvent ne pas différer de celles des États membres du Nord. L'Union européenne devrait accepter les conditions de l'OMI. Il a signalé par ailleurs que 80 % des accidents en mer sont dus à une défaillance humaine.